



ojim
observatoire
du journalisme

#10

LES FACT-CHECKERS

FAUX GARDIENS
DU TEMPLE
DE LA VÉRITÉ



MARS 2023

*« Ne faites pas confiance à ceux qui utilisent les mots
désinformation ou mauvaise information.
Ce qu'ils veulent dire, c'est des opinions contraires
aux miennes que je devrais être autorisé à supprimer. »*

Jordan Peterson

Ils sont partout et scrutent le moindre écart avec ce qu'ils considèrent comme étant la vérité. Ils dégoulinent de fausse objectivité et aiment narguer leurs cibles d'un air supérieur plein de suffisance et d'autorité morale. Plus aucune information ne peut circuler sans passer par leur prisme supposé bienfaiteur. Ils envahissent tous les supports médiatiques depuis quelques années et sont la plus insupportable des unités chargées d'assurer la domination des médias de grand chemin. Bienvenue dans l'univers des fact-checkers !

REMARQUE LIMINAIRE

Certains lecteurs seront sans doute passablement agacés de constater que le terme de « fact-checking » a été ici préféré à celui de « vérification des faits ». Il n'est un secret pour personne que l'Ojim est critique des influences américaines en France et en Europe, et recule autant que possible devant l'emploi de mots anglo-saxons.

En l'occurrence, le sujet dépasse considérablement le simple cadre terminologique. Comme nous le verrons, le *fact-checking* est bien plus qu'un mot anglo-saxon, il est une pratique inventée aux États-Unis et importée en France par les médias de grand chemin. Le franciser reviendrait donc à reconnaître que cette pratique est rentrée dans notre système de pensée, que nous l'acceptons comme une partie de notre culture médiatique.

Il convient donc de rendre à l'oncle Sam ce qui est à l'oncle Sam. L'emploi répété d'un terme anglo-saxon ci-dessous sert en quelque sorte à rappeler que face à une pratique présentant une menace pour la liberté d'expression, il faut faire preuve d'étanchéité.

À L'ORIGINE, UNE ACTIVITÉ INTERNE AUX RÉDACTIONS

Le fact-checking est une activité ancienne mais ne concernait dans un premier temps que l'auto-vérification des informations produites par des organes de presse. En réalité, la vérification de l'exactitude factuelle des informations relayées est le lot de tout bon journaliste, la fonction d'un secrétaire de rédaction et une étape incontournable de l'activité journalistique. Si on l'entend ainsi, le fact-checking est aussi vieux que la presse. En tout cas que la presse américaine...

Au milieu du XIX^{ème} siècle, le développement des journaux à scandale aux États-Unis débouche sur la nécessité de tempérer cette nouvelle activité en opérant à une plus grande vérification factuelle des publications. Mais ce n'est que dans les années 20, très prospères outre-Atlantique, que de véritables départements de fact-checking vont être mis en place au sein des grands journaux. Ainsi, le fact-checking interne des débuts est associé au nom de **Ralph Pulitzer** du *New York World*, au prestigieux *New Yorker* ou encore au *Time Magazine*.

LES PRÉMICES DU FACT-CHECKING EXTERNE

Le fact-checking que nous connaissons aujourd'hui est quant à lui né dans les premiers pas du développement de l'internet. En 1994,

le couple américain **Barbara et David Mikkelson** fonde **Snopes**, un site se proposant de démonter les rumeurs, les légendes urbaines et autres canulars circulant sur la toile (les fameux « hoaxes »). Toujours actif, ce site est devenu une des plateformes de référence du fact-checking utilisée par les grands médias américains tels *CNN*, *MSNBC*, *Fortune*, *Forbes* et *The New York Times*.

Snopes est la matrice de tous les fact-checkers qui suivront : des équipes travaillant nécessairement en ligne, dites indépendantes mais étant en réalité en collaboration directe ou indirecte avec les médias les plus mieux installés du marché. La saga du couple Mikkelson est une parfaite synthèse de ce que toutes les officines de fact-checkers sont : d'innocents entrepreneurs au service de l'exactitude factuelle qui finissent dans les bras des géants médiatiques, quand ils ne sont pas tout simplement — comme c'est la tendance ces dernières années — au sein des rédactions des grands médias. Snopes est dans la première catégorie : projet débuté dans un garage, le site signe vingt-cinq ans plus tard un partenariat de fact-checking avec un des gardiens les plus imposants du temple de la bien-pensance, Facebook, [avant de mettre un terme à cette collaboration](#).

Notons au passage que c'est ce site qui avait réussi l'exploit, en 2018 et en 2019, de « [fact-checker](#) » des articles du média satirique *The Babylon Bee* en les qualifiant de « faux ».

QUAND LE FACT-CHECKING DEVIENT POLITIQUE

2003 est une année importante dans l'histoire du fact-checking. C'est celle de la création de **Spinsanity**, premier site internet ayant eu pour mission de vérifier l'exactitude factuelle des contenus politiques — la porte ouverte à un journalisme de genre nouveau qui n'en finit plus d'avoir le vent en poupe depuis. De nos jours, journaux, sites d'information et chaînes TV ne peuvent prétendre à la respectabilité que s'ils comptent dans leur rang un bataillon de fact-checkers. Ces deniers sont là pour épier la moindre déclaration des responsables politiques, valider ou plus souvent discréditer des propos sortant des sentiers battus, distribuer les bons et les mauvais points aux uns et aux autres. Ils sont l'autorité morale et pseudo-scientifique dont les médias ne peuvent plus se passer.

Dès 1988, les germes de cette politisation du fact-checking étaient déjà bien identifiables dans [les propos tenus alors](#) par le journaliste du *Washington Post*, **David Broder**. Ce dernier avait été interloqué par la quantité de mensonges qu'avaient selon lui véhiculé les Républicains pendant la campagne présidentielle. Broder avait alors appelé à l'entrée en scène des journalistes pour contrôler les affirmations d'hommes politiques.

Plus de trente ans plus tard, les deux grands fact-checkers américains, *Factcheck.org* et *Politifact* citent encore David Broder comme première source d'inspiration à leur travail.

2016, LE POINT DE BASCULE

Plongés pendant deux ans dans la propagande à fins bio-sécuritaires et désormais dans une phase qui signe le retour de la propagande de guerre, nous avons tendance à oublier à quel point ce qui s'est passé pendant l'ère Trump en termes d'information et de journalisme est absolument capital. La campagne américaine de 2016 et le mandat de Trump ont été un véritable catalyseur de l'utilisation du fact-checking dans les médias. C'est à cette époque que le qualificatif de *fake news* a débuté une carrière qui dure toujours, que les GAFAM sont entrés de manière massive dans le jeu politique et que le fact-checking est devenu une étape incontournable du travail de tous les organes de presse dominants.

Au lendemain de l'élection remportée par Donald Trump, l'International Fact-Checking Network (**IFCN**) propose publiquement son concours à **Facebook** pour œuvrer à la lutte contre la propagation des fake news. Un mois plus tard, l'IFCN et Facebook signent un partenariat prévoyant de sous-traiter la vérification des contenus relayés sur Facebook à des organisations de fact-checkers dépendant de l'IFCN. De la sorte, le géant américain se dégage de toute responsabilité, alors que les fact-checkers mettent la main sur des nouvelles sources de revenus. Comme il fallait s'y attendre, **Twitter** et **YouTube** ont emboîté le pas et sont eux aussi en cheville avec l'IFCN, un réseau de fact-checking dont on comprend qu'il dispose d'une influence considérable sur le contrôle de l'information.

L'IFCN, QUI SONT CES MAÎTRES DU FACT-CHECKING ?

L'IFCN a été fondé en 2015 par le **Poynter Institute** pour souder la communauté mondiale des fact-checkers et des « défenseurs de l'information factuelle » dans le but de lutter contre la « désinformation ».

Désormais, plus de cent organisations sont chapeautées par l'IFCN avec les mots d'ordre suivants : « *la vérité et la transparence aident les gens à être mieux informés et armés pour éviter les fausses informations nuisibles.* » L'IFCN du Poynter est en quelque sorte la maison-mère du fact-checking mondial. Dans son équipe, on trouve notamment de nombreux collaborateurs travaillant pour *Politifact*, abondamment mentionné comme source valable par le candidat Joe Biden pendant la campagne de 2020 pour soi-disant démonter les arguments de Donald Trump.

Mais c'est en examinant le niveau supérieur à cet IFCN que l'édifice de la prétendue neutralité factuelle des fact-checkers tombe comme un château de cartes. Le **Poyntner Insitute for Media Studies** existe depuis 1975 et est indissociable de l'histoire du journal floridien *Tampa Bay Times* (le *St. Petersburg Times* jusqu'en 2012), qu'il possède. Le financement de cet institut n'est bien sûr pas assuré par les activités du *Tampa Bay Times*, mais provient de sponsors fortunés et bien connus pour leurs activités « philanthropiques » : les **fondations Open Society** de George Soros, la **fondation Charles Koch**,

la **National Endowment for Democracy**, la **fondation Bill and Melinda Gates**, **Google**, **Microsoft**, **Meta**, la **fondation Knight**, etc.

Pour résumer : le lot habituel des promoteurs de la société ouverte, du mondialisme de facture US tendance démocrate et les géants de la tech. Parmi les bienfaiteurs du Poynter, on trouve aussi des médias partenaires, notamment *The Washington Post* et *CNN*.

Un acteur moins connu en Europe fait aussi partie des grands donateurs du Poynter, l'homme d'affaires américain **Craig Newark**, dont l'engagement aux côtés des démocrates est ouvertement assumé depuis des années, grand défenseur du « journalisme citoyen », fondateur de **Craigslist**, un site de petites annonces très en vue aux États-Unis, surtout en Californie. Newark est à la tête d'un empire philanthropique irriguant nombre de fondations et d'organisations spécialisées dans l'information et le journalisme : **Reporters Sans Frontières**, **Wikimedia Foundation**, l'école de journalisme de l'université de Berkeley, la *Columbia Journalism Review*, etc.

LA FRANCE SE CONTENTE DE COPIER SON GRAND FRÈRE AMÉRICAIN

Dans la mesure où nous sommes en présence d'une discipline inventée aux États-Unis, le fact-checking français est à l'évidence le domaine du journalisme hexagonal le plus colonisé par la pensée et les méthodes anglo-saxonnes. En France, cinq grands médias ou agences ont le quasi-monopole de cette pratique journalistique :

Les Décodeurs du *Monde*, **Désintox** et **Checknews** de *Libération*, **l'AFP Factuel**, **Fakes Off** de *20 Minutes* et **Les Observateurs** de *France 24*.

À l'été 2021, l'Ojim a publié [un dossier en deux parties](#) sur ces fact-checkers français. L'état des lieux dressé dans ce dossier montre bien dans quelle mesure les acteurs de cette discipline sont liés, y compris financièrement, aux réseaux d'influence US, par exemple à travers les sociétés Facebook et Google, à tel point qu'il n'est pas déplacé de se demander si ce n'est justement pas dans ce domaine du journalisme que ces liens sont les plus forts.

Ces liens forts sont tout à fait logiques : le fact-checking est un gref-fon US, il n'a sur le plan méthodologique pas d'existence propre, française ou européenne. Les journalistes français s'adonnant à cette discipline copient des pratiques utilisées outre-Atlantique et doivent entretenir des relations, au moins intellectuelles, avec les papes nord-américains de cette discipline. D'ailleurs, pour être sérieuses, ces équipes de fact-checkers doivent obtenir le certificat Poyntner-IFCN. Autre exemple de ces liens avec les milieux US : le co-fondateur du département de fact-checking de *France 24* est un journaliste anglo-saxon formé à Yale, **Derek Thomson**.

Les mêmes pratiques conduisent aux mêmes résultats. S'ils n'exercent peut-être pas encore la même terreur qu'aux États-Unis, les fact-checkers français ont en une décennie d'existence environ réalisé de beaux exploits : [des pastilles rouges](#) sur *Valeurs Actuelles*

et *Fdesouche* (une revue de presse, rappelons-le), de nombreux contenus expliquant chiffres à l'appui que le Grand remplacement est une théorie fumeuse et toute une série de travaux démontrant que l'immigration est bien une chance pour la France.

La France disposant de plus de réflexes intellectuels que les États-Unis pour mettre cette pratique en défaut, les critiques du fact-checking ne sont pas rares. En France, elles s'étendent jusqu'à ce qu'il reste encore de la gauche qui pense : [Le Monde diplomatique](#) et [Acrimed](#) ont bien décelé les limites et les dangers de cette pratique. L'Ojim s'efforce aussi de relever que le journalisme post-politique, factuel et prétendument neutre est un mythe. Les réseaux d'argent, les inévitables biais journalistiques et l'inertie idéologique au sein des écoles de journalisme et des salles de rédaction sont des éléments n'en finissant pas de démontrer l'arnaque du fact-checking, arnaque assurément la plus intelligente que le système médiatique ait concoctée depuis des décennies.

LE FACT-CHECKING, LA MEILLEURE ARME DU SYSTÈME

Un bref coup d'œil à la liste des bienfaiteurs et des organes de presse cités ci-dessus permet rapidement de comprendre que le fact-checking si cher aux médias de grand chemin est un mirage absolu. À la manière de l'OSINT (Open Source Intelligence, voir infra) de nouvelle génération, sujet auquel l'Ojim a consacré [une brochure numérique](#), le fact-checking ne cesse d'appliquer un vernis d'objectivité à un traitement des informations nécessairement biaisé et subjectif. En ce sens, il devient à l'évidence le coup du système médiatique le plus difficile à esquiver.

Ce coup est porté par des équipes formées pour assommer tout débat et balayer d'un graphique ou d'un chiffre tout angle ou position que la caste du Bien ne tolère pas. C'est dans le principe même du fact-checking que le mythe du journalisme objectif est le plus palpable : arriver à un constat n'est pas une opération en soi, mais le résultat d'un processus consistant d'abord en une sélection des sujets à traiter. Or, le fact-checking consiste essentiellement en des réactions à des propos qu'un journaliste entend remettre en question. Il ne s'agit là même plus d'un simple biais journalistique, mais d'une procédure de production de l'information biaisée de bout en bout. En effet, la fact-checking n'a pour les médias dominants de sens que s'il permet de contrer et de décrédibiliser les discours sortant du cadre d'une narration admise. Confirmer des propos n'a en soi que très peu de valeur, les infirmer par des chiffres et des don-

#8

OSINT

LES LIENS INCESTUEUX
ENTRE JOURNALISME
ET RENSEIGNEMENT

SEPTEMBRE 2022

Cinq lettres d'un acronyme anglo-saxon que peu connaissent mais qui nous concernent tous. **OSINT**, pour *Open Source Intelligence*, Renseignement en sources ouvertes. En français, on parle aussi de **ROSO**, pour Renseignement d'origine source ouverte. Son utilisation ne date pas d'hier mais elle a été décuplée par l'arrivée d'internet, des réseaux sociaux et la numérisation de l'information. Pour lire la suite : ojim.fr/faireundon/

nées permet d'atteindre un niveau d'impact maximal. Le fact-checker est donc sans arrêt en quête de situations lui permettant de donner de l'impact médiatique à son travail. Il ne part pas de données pour arriver à une conclusion, il part d'une conclusion et fait en sorte que cette dernière soit confirmée par des données. Ses travaux sont ensuite présentés de manière synthétique et ludique, le consommateur de médias ne retenant que des messages cruellement simples : untel a tort, il a menti, unetelle a présenté des chiffres faux, c'est une personne peu digne de confiance. La mécanique du fact-checking consiste à déceler ces possibilités d'infirmer, seules capables de donner un sens à ce journalisme de type nouveau. Infirmer permet d'exister, de donner l'impression qu'on est devenue indispensable à une information honnête et de qualité.

Les officines de fact-checking forment ainsi le département du ministère de la Vérité le plus intouchable. Elles ne sont pas dans le commentaire, encore moins dans l'opinion, ni dans l'analyse ou le débat. Elles sont dans le factuel indiscutable, les données, le sérieux. Elles sont au-dessus de la mêlée et leur travail paraît irréprochable. Elles sont pourtant celles auxquelles il pourrait être adressé le plus grand nombre de reproches. La société actuelle se caractérise par un foisonnement de données permettant d'augmenter les possibilités de manipulation des données — il est en effet possible par divers procédés de faire dire à peu près tout et son contraire à des données —, alors que l'ingénierie du traitement de l'information dont se servent les fact-checkers procède avant toute chose d'un choix des cibles et des conclusions à tirer.

DANS LE VISEUR DES FACT-CHECKERS : TOUJOURS LES MÊMES

En 2014, une étude avait été particulièrement dérangeante pour les Démocrates alors au pouvoir aux États-Unis : [seulement 7% des journalistes US s'identifiaient en tant que Républicains](#). En 2016, l'institut *Reuters* [publiait une étude](#) montrant que 40% des journalistes européens travaillant dans le fact-checking se définissaient comme des activistes. Il n'est pas très difficile de découvrir le pot aux roses : les médias de grand chemin sont ceux disposant de ressources suffisantes pour entretenir des bataillons de fact-checkers, ces derniers étant les plus radicalisés de la profession journalistique puisque leur moteur consiste précisément en la volonté de rétablir la vérité et donc de faire le Bien avec la majuscule libérale libertaire adjacente.

C'est ainsi que les choix de cibles et des conclusions opérés par les fact-checkers de grand chemin s'avèrent être le phénomène le plus politiquement et idéologiquement marqué du journalisme contemporain. Un phénomène d'une violence rare, que les systèmes dits « démocratiques » et garantissant constitutionnellement la liberté de la presse et d'expression ne devraient en théorie pas connaître.

Les États-Unis sont toujours en avance sur tout, c'est donc sans surprise aux fact-checkers US que revient la palme en matière de capacité à ressusciter des logiques totalitaires au nom de la sainte Démocratie et de la Vérité. En 2019, le Poynter Institute était fier d'annoncer la publication d'une liste noire de 515 médias considérés

somme « non-fiables », [et s'est ensuite excusé](#). Cette liste comprenait bien évidemment quasi-exclusivement des médias dits conservateurs ayant commis le crime de sortir des cadres de la bien-pensance démocrate. S'agit-il d'une dérive ? Non, cela est inscrit dans l'ADN du fact-checking.

L'un des papes du fact-checking, **Glenn Klessner** du *Washington Post*, a reconnu que le fact-checking était fondamentalement [une discipline « subjective »](#), alors que **Michael Dobbs**, à l'origine de la création du fact-checking au sein de ce même journal, explique que « *le fact-checking politique [...] n'est pas autre chose qu'une étape dans la lutte pour le contrôle de la narration politique.* » Dobbs est affirmatif : les journalistes ne vérifiant que les faits avancés par un camp sont ni plus ni moins que des [« outils d'une campagne politique. »](#)

En 2021, en réaction à la plainte d'un journaliste américain, [Facebook admet dans le cadre d'un procès que son fact-checking est basé sur des opinions](#). L'affaire concerne des propos relayés par **John Stossel**, selon lequel la mauvaise gestion forestière par le gouvernement américain était la principale cause des incendies ravageurs en Californie en 2020. Facebook avait alors considéré que la publication « *manquait de contexte [...] et pouvait tromper les internautes* ». Car oui, il fallait bien sûr que les internautes pensent que ces feux de forêts étaient dus exclusivement au « *changement climatique.* » Mais cette affaire n'a pas pour autant découragé les équipes de fact-checkers d'aller encore plus loin dans la sanctuarisation de leur discipline à partir de mars 2020. Bien au contraire...

QUAND LA FÊTE BAT SON PLEIN : LE FACT-CHECKING SCIENTIFIQUE

Ces dernières années, la mention Facebook « manque de contexte », le *shadow-banning* et les autres types de censure « douce » en ligne sont devenus un pain quotidien. On ne compte plus les publications sur les réseaux sociaux se voyant automatiquement accompagnées d'un macaron épidémiologique concocté dans les *safe-spaces* californiens.

Mars 2020, c'est la date à laquelle le fact-checking montre sa vraie vocation : la foi dans les chiffres, les données incontestables, bref, la science. Bien qu'il devienne de plus en plus évident que des entreprises privées et des organisations aux liens financiers avec des gouvernements sont derrière tout cela, le couperet du fact-checking ne s'était jamais abattu avec autant de netteté. Se faire rattraper par la patrouille des fact-checkers, ce n'est plus simplement être rangé dans la catégorie des « désinformateurs », ni même celles des vulgaires « complotistes », on devient un véritable danger public niant la science et menaçant la vie des autres. [Dès le 2 avril 2020](#), le Parlement européen donne le ton de cette nouvelle offensive expertocrate :

« La désinformation menace la santé des citoyens et la démocratie. Les fausses informations proviennent aussi d'acteurs proches de la droite alternative américaine, de la Chine et de la Russie. Le site web de l'UE réfute les mythes les plus courants liés à la pandémie. »

La machine à tout voir sous le prisme du « vrai ou fake » n'avait jamais fonctionné avec autant d'entrain. Les médias de grand chemin français se dotent tous d'un encart dédié à la question sanitaire pour chasser toutes les informations n'observant pas les rites de la nouvelle religion pandémique. Les fact-checkers deviennent de véritables brigades bio-sécuritaires. Ouvertement, ils assument que la liberté d'expression doit être contrôlée, car désormais il en va de la protection de vies humaines. Le Parlement européen est clair : il faut « *corriger ceux qui font des erreurs [...] c'est un devoir civique de protéger les citoyens européens et la société démocratique* ». La censure assumée pour protéger la démocratie.

La ficelle devient tellement grosse que le fact-checking a incontestablement perdu de son prestige au cours de sa phase bio-sécuritaire. Pourra-t-il encore durablement exister sous cette forme en se cachant derrière une pseudo-objectivité ? Aux États-Unis, un tiers des consommateurs de médias ne lui fait pas confiance. En France aussi, on s'interroge. Même *Le Monde* évoque [la nécessité de réinventer le fact-checking](#), un journalisme dont le quotidien du soir affirme qu'il a ses limites. Par quoi passera cette réinvention ? Les fact-checkers ont sans doute compris que s'ils donnaient encore plus dans l'activisme sous couvert de sérieux scientifique et de données, ils risquaient peut-être de perdre définitivement leur légitimité. Ce qui serait une bonne nouvelle pour la liberté d'expression.

**Ce dossier est offert aux donateurs
de l'Observatoire du journalisme.**

Observatoire du journalisme ([OJIM](#))

48 boulevard de la Bastille, 75012 Paris.

Président : Claude Chollet (contact@ojim.fr)

Rejoignez les donateurs :
ojim.fr/faireundon